2. *Invite* les Etats Membres, les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales, en coopération avec les jeunes et les organisations de jeunes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et avec les autres organisations de jeunes intéressées, à continuer de promouvoir activement l'application pleine et effective des directives et directives supplémentaires adoptées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 32/135 et 36/17, notamment en informant les jeunes des politiques et programmes les intéressant et en les encourageant à participer à la préparation et à l'exécution de ces politiques et programmes;

3. *Prie* le Comité consultatif pour l'Année internationale de la jeunesse, à sa troisième session, de suivre et d'évaluer les mesures prises en vue de l'application des directives sur la base des rapports pertinents du Secrétaire général et des autres informations pertinentes dont il disposera et de faire des recommandations pour que ces directives soient appliquées pleinement et efficacement et qu'elles soient développées encore, dans le cadre de la préparation, de la célébration et du suivi de l'Année internationale de la jeunesse;

4. *Décide* d'examiner à sa trente-neuvième session la question des courants de communication entre l'Organisation des Nations Unies et la jeunesse et les organisations de jeunes, sur la base du rapport du Comité consultatif pour l'Année internationale de la jeunesse.

66^e séance plénière
22 novembre 1983

38/27. Question du vieillissement

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 37/51 du 3 décembre 1982, dans laquelle elle a fait sien le Plan d'action international sur le vieillissement⁶² adopté par l'Assemblée mondiale sur le vieillissement et a demandé aux gouvernements et au Secrétaire général de continuer à s'efforcer d'appliquer les principes et recommandations figurant dans le Plan d'action,

Rappelant la résolution 1981/87 du Conseil économique et social, en date du 25 novembre 1981, dans laquelle le Conseil a décidé de convoquer en 1984 une Conférence internationale sur la population et rappelant également le Plan d'action international sur le vieillissement, dans lequel il est reconnu que le vieillissement est une question de population qui affecte le développement et qui exige une assistance et une coopération internationales accrues,

Reconnaissant l'importante contribution de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement et du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Assemblée mondiale sur le vieillissement à la promotion et au renforcement de la coopération internationale dans ce domaine,

Consciente de la réaction positive de nombreux pays à l'Assemblée mondiale sur le vieillissement et aux recommandations formulées dans le Plan d'action et de la nécessité de fournir aux autorités nationales, sur leur demande, une assistance pour les aider à appliquer le Plan,

Notant avec satisfaction que de nombreux gouvernements ont conservé ou créé des mécanismes nationaux pour faciliter la planification, l'exécution et la coordination des activités recommandées dans le Plan d'action,

Reconnaissant le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées grâce à leurs efforts dans le domaine du vieillissement et la nécessité de renforcer ce rôle, notamment au niveau régional, afin d'assurer l'application du Plan d'action et le fonctionnement systématique et efficace des services techniques de consultation et de coordination des Nations Unies,

Reconnaissant le rôle joué par le réseau international des centres d'information, de recherche et de formation pour permettre des échanges d'informations et de données d'expérience au niveau international, stimuler le progrès et encourager l'adoption de mesures pour faire face aux conséquences économiques et sociales du vieillissement des populations et répondre aux besoins des personnes âgées,

Notant que la corrélation entre le vieillissement et la jeunesse, notamment en ce qui concerne les rapports entre les générations, est reconnue dans le Plan d'action,

Reconnaissant que les femmes ont une espérance de vie plus grande que les hommes et qu'elles constitueront une part de plus en plus importante de la population âgée,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la question du vieillissement⁶³;

2. *Affirme* que la question du vieillissement devrait être examinée dans le contexte du développement économique, des systèmes politiques, sociaux et culturels et des valeurs et transformations sociales;

3. *Demande* aux gouvernements de continuer à s'efforcer d'appliquer les principes et recommandations formulés dans le Plan d'action international sur le vieillissement compte tenu de la situation économique, sociale et culturelle de chaque pays;

4. *Invite* les gouvernements à conserver ou créer, sous une forme appropriée, des mécanismes au niveau national pour promouvoir l'application du Plan d'action;

5. *Prie instamment* le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour assurer l'application et le suivi efficaces du Plan d'action ainsi que pour conserver l'impulsion donnée par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Assemblée mondiale sur le vieillissement aux niveaux national, régional et international;

6. *Demande* au Secrétaire général de continuer à promouvoir le Fonds d'affectation spéciale de façon à aider les pays à formuler et à appliquer des politiques et des programmes concernant le vieillissement;

7. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses activités d'échange d'informations par le biais, entre autres, du réseau international des centres d'information, de recherche et de formation existants et de convoquer, en utilisant des contributions volontaires, des réunions de membres de ce réseau, si besoin est, pour renforcer ces activités et promouvoir la coopération technique entre pays en développement;

8. *Prie instamment* le Secrétaire général de veiller à ce que les services consultatifs destinés aux pays en

⁶² Voir *Rapport de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, Vienne, 26 juillet-6 août 1982* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.I.16), chap. VI, sect. A.

⁶³ A/38/470.

développement qui en font la demande soient inclus dans les programmes de coopération technique, dans les limites des fonds affectés à ces programmes;

9. *Prie* le Secrétaire général de veiller, comme il est demandé dans le Plan d'action, à ce que la question du vieillissement des populations soit portée à l'attention des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies chargés de préparer la Conférence internationale sur la population et à ce que la question du vieillissement soit examinée au titre des points de l'ordre du jour pertinents de la Conférence elle-même;

10. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à promouvoir, en coopération avec les comités nationaux concernés, des activités communes dans le domaine du vieillissement et de la jeunesse, qui touchent en particulier la question des rapports entre les générations, surtout pendant l'Année internationale de la jeunesse, qui doit être célébrée en 1985;

11. *Prie en outre* le Secrétaire général d'examiner la différence de longévité entre les hommes et les femmes ainsi que les conséquences de l'augmentation du nombre et de la proportion de femmes âgées sur les modes de vie, les revenus, les soins de santé et autres systèmes de protection sociale, et de porter la question des femmes âgées à l'attention de l'organe préparatoire de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui doit se tenir en 1985, afin qu'il l'examine;

12. *Prie instamment* le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, agissant en coopération avec toutes les organisations responsables de l'assistance internationale en matière de population, de poursuivre, dans les limites de son mandat, son assistance dans le domaine du vieillissement, en particulier dans les pays en développement;

13. *Invite* les commissions régionales à étudier les objectifs du Plan d'action et à contribuer à leur réalisation, ainsi qu'à organiser et diriger l'examen et l'évaluation périodiques du Plan au niveau régional en coordination avec l'examen et l'évaluation faits au niveau international;

14. *Invite* les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées à continuer de participer activement, de manière coordonnée, à l'application du Plan d'action;

15. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un rapport sur les mesures prises pour appliquer la présente résolution;

16. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-neuvième session la question intitulée « Question du vieillissement ».

66^e séance plénière
22 novembre 1983

38/28. Exécution du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 32/133 du 16 décembre 1977 et 34/154 du 17 décembre 1979, par lesquelles elle a lancé un appel aux Etats Membres pour qu'ils versent de généreuses contributions volontaires pour l'Année internationale des personnes handicapées,

Rappelant également sa résolution 36/77 du 8 décembre 1981, par laquelle elle s'est félicitée des contributions versées par les gouvernements et par des sources privées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Année internationale des personnes handicapées et a lancé un appel pour de nouvelles contributions volontaires qui faciliteraient le suivi de l'Année,

Profondément préoccupée par le fait que, selon les estimations, cinq cents millions de personnes au moins, dont quatre cents millions dans des pays en développement, souffrent d'une forme ou d'une autre d'infirmité,

Convaincue que l'Année internationale des personnes handicapées a donné un élan véritable et significatif aux activités relatives à l'égalisation des chances pour les personnes handicapées ainsi qu'à la prévention des incapacités et à la rééducation à tous les niveaux,

Notant la création d'organisations de personnes handicapées dans toutes les régions du monde et leur influence positive sur l'image et la situation des personnes souffrant d'une infirmité,

Désireuse d'assurer le suivi effectif de l'Année internationale des personnes handicapées et consciente qu'à cette fin les Etats Membres, les organes, organisations et organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les organisations de personnes handicapées doivent donc être encouragés à poursuivre les activités déjà entreprises et à lancer de nouveaux programmes et activités,

Soulignant que la responsabilité de la promotion de mesures efficaces pour la prévention de l'invalidité, la rééducation et l'accomplissement des objectifs de « pleine participation » des personnes handicapées à la vie sociale et au développement ainsi que d'« égalité » incombe au premier chef aux pays eux-mêmes et que l'action internationale devrait viser à aider et à soutenir les efforts nationaux dans ce domaine, notamment par la prestation de services consultatifs lors de l'élaboration de plans et programmes nationaux dans le domaine de la prévention des incapacités, de la rééducation et de l'égalisation des chances pour les personnes souffrant d'infirmités,

Félicitant à nouveau de ses travaux le Comité consultatif pour l'Année internationale des personnes handicapées, en particulier de sa contribution à la formulation du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées⁶⁴,

Rappelant sa résolution 37/52 du 3 décembre 1982, par laquelle elle a adopté le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées⁶⁵, au paragraphe 156 duquel il est stipulé que le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Année internationale des personnes handicapées devrait être utilisé pour répondre aux demandes d'assistance émanant des pays en développement et des organisations de personnes handicapées et pour favoriser la mise en œuvre du Programme d'action mondial, et au paragraphe 157 duquel il est indiqué que, de manière générale, il est nécessaire d'accroître le flux de ressources dont disposent les pays en développement pour la réalisation des objectifs du Programme d'action mondial, que le Secrétaire général devrait donc rechercher de nouveaux moyens d'obtenir des contributions et prendre les mesures complémentaires nécessaires pour mobiliser les

⁶⁴ Voir A/37/351/Add.1 et Corr.1, annexé.

⁶⁵ *Ibid.*, sect. VIII, recommandation 1 (IV).